



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# PARADIS FISCAUX POUR LES CAPITALISTES ENFER SOCIAL POUR LES AUTRES

## LE 16 NOVEMBRE TRANSFORMONS NOS COLÈRES EN MOBILISATION !

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

15 NOVEMBRE 2017

En 2009, au lendemain de la crise des subprimes, Sarkozy martelait sur tous les tons que « *les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est terminé* ». Puis le candidat Hollande avait promis que, lui président, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale seraient une priorité. Résultat ? Les paradis fiscaux se portent toujours à merveille.

Un consortium international de journalistes et de medias a commencé à révéler les petits secrets des circuits planétaires de "l'optimisation fiscale" des multinationales et grandes fortunes. Ce sont ainsi près de 350 milliards qui seraient soustraits chaque année à la fiscalité des états.

En France, cela prive le budget de l'État d'au moins 20 milliards : quatre fois le "déficit" de la Sécurité sociale ou encore l'équivalent de 100.000 emplois payés au SMIC. Une insulte aux personnes en emplois aidés dont le poste a été supprimé. Et autant d'argent qui manque à l'éducation, à la santé, à la culture...

### UNE GUERRE SOCIALE SANS PITIÉ CONTRE LES JEUNES ET LES CLASSES POPULAIRES

Trois milliards d'impôts en moins pour les riches. Mais les salariés et retraités vont en payer davantage avec l'augmentation de la CSG.

Et pas de pitié pour les locataires modestes : de 5 euros, la baisse des APL pourrait passer à 50 euros en 2018.

Pas de pitié non plus pour les personnes modestes sans mutuelle qui vont renoncer à se soigner avec le report du "tiers payant" pour les consultations médicales et la hausse du forfait hospitalier.

Les patrons vont pouvoir licencier plus facilement. La précarité sera aggravée et les personnes au chômage bientôt obligées d'accepter des boulots précaires et mal payés, sous peine d'être privées d'indemnités. Sans oublier la nouvelle attaque contre les retraites qui est en préparation.

Dans ce cadre, quel avenir pour les jeunes des milieux populaires ? Entre incitation forte à l'apprentissage et le retour de la sélection à l'entrée à l'université, c'est directement leur droit aux études qui est menacé.

Quant aux migrants qui fuient les dictatures, la misère ou les guerres, ils continuent d'être traités de manière plus qu'indigne.

### LE 16 NOVEMBRE, MANIFESTONS CONTRE MACRON ET SON MONDE !

On l'a bien compris : Macron et son gouvernement ont décidé de mener, au pas de charge, une guerre sociale impitoyable à la jeunesse et aux classes populaires. Qu'on le veuille ou non, il est clair qu'on ne peut plus se contenter de lutter secteur par secteur, réforme par réforme.

Pour gagner, il est temps de faire une force de toutes nos colères rassemblées. Une force avec un vrai plan de bataille pour faire reculer le patronat et le gouvernement à son service, et au delà, s'attaquer à la racine du mal : un monde capitaliste dont la seule boussole est le profit maximum.

C'est dans cet esprit qu'il faut participer nombreuses et nombreux aux manifestations du 16 novembre appelées par la CGT, Solidaires, FO, la FSU et des organisations de jeunesse. A quelques jours de la "ratification" par le Parlement des ordonnances qui font exploser ce qui reste des protections apportées par le Code du travail, il est important de montrer notre détermination à faire échec à cette régression sociale sans précédent.

Mais tout le monde sait que cette journée ne suffira pas. Pour gagner face à Macron et aux patrons, il faudra bien oser se donner la perspective d'une grève prolongée qui bloque l'activité du pays, en occupant les lieux de travail.

**JEUDI 16 NOVEMBRE au MANS  
MANIFESTATION  
à 10H au PALAIS DES CONGRES**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur  
l'actualité des luttes dans notre secteur  
Et maintenant sur Facebook ....



## **DESERTS MEDICAUX : UN PANSEMENT SUR UNE JAMBE DE BOIS**

Dans les campagnes, et certains quartiers populaires des villes, il devient difficile de se faire soigner. Les médecins de quartier partent en retraite sans être remplacés. Le gouvernement a annoncé un plan de lutte contre ces « déserts médicaux ». Mais ce plan ne changera pas grand chose.

Les médecins libéraux ont le droit de s'installer où ils le veulent et non là où il y a des besoins. Conséquence : ils sont très nombreux dans les centres villes ou sur la côte d'Azur, mais ne se bousculent pas en banlieue ou en campagne. Les hôpitaux publics subissent l'austérité imposée à la santé et les petits établissements pas assez "rentables" ferment.

Il faudrait un véritable service public de santé, avec des centres de santé publics et gratuits dans les villes et les quartiers, là où il y a des besoins, financés à 100 % par la Sécurité sociale. Mais pour cela il faudrait en finir avec l'austérité : le contraire de la politique de Macron

## **NE LAISSONS PAS MACRON ENTERRER LE DROIT DES JEUNES AUX ETUDES**

Au lieu de développer un droit aux études pour tous et toutes, les principales mesures annoncées dans ce domaine visent à le restreindre. A commencer par une mesure voulue depuis longue date par le patronat : orienter de plus en plus de jeunes vers l'apprentissage dès 16 ans voire moins.

Et pour les jeunes qui iront quand même jusqu'au bac, l'accès à l'université ressemblera à une course d'obstacles : une sélection qui ne dit pas son nom. Avec la possibilité pour l'université d'éplucher les dossiers de candidatures, il n'y a pas besoin d'être fin politique pour comprendre que ce seront d'abord les enfants des classes populaires qui feront plus encore qu'avant les frais de cette politique.

Tous les jeunes doivent pouvoir faire des études avec de bonnes conditions de réussite. L'avenir de la jeunesse est une question qui nous concerne tous et toutes : ne laissons pas Macron le saborder.

## **LES FEMMES HARCELÉES ET AGRESSÉES AUSSI DANS LES ATELIERS ET LES SERVICES !**

Le scandale du producteur de cinéma étatsunien coupable de viols, d'agressions et de harcèlement est largement relayé sur les réseaux sociaux. Cela permet aux femmes de se solidariser les unes des autres et de visibiliser cette violence.

Ce n'est pas un problème d'individus, mais bien celui d'une société machiste. Et il n'est pas limité aux studios de cinéma de Hollywood ! Dans les ateliers et les services, là où des femmes travaillent, on a tous en tête ces petits et grands chefs aux mains baladeuses, quand ce n'est pas un chantage à la promo. Et trop souvent on laisse passer ce genre de comportements !

Des chiffres mesurent l'ampleur du phénomène : 84 000, c'est le nombre de femmes qui chaque année subissent de violences sexuelles en France. 90% connaissent l'agresseur. 10% portent plainte. En 2014, seuls 5139 hommes ont été condamnés.

Il faut transformer cette prise de conscience en une réaction collective. Ne plus se faire ! Ne plus laisser faire ! Ne plus accepter !

## **HOPITAL : MASSACRE EN VUE**

Dans le JDD du 22 octobre, la ministre de la santé, Agnès Buzin affirme que « 30% des dépenses de l'assurance maladie ne sont pas pertinentes ». Une déclaration en forme d'électrochoc. En ligne de mire : l'hôpital, avec en vue : nouvelles fermetures de services de proximité, délais d'attente encore plus longs, regroupements de services de santé, et encore plus de souffrance au travail pour les hospitalier(e)s

Le service public va continuer de perdre de sa substance, poussant les usagers à renoncer aux soins ou à recourir au secteur privé lucratif. C'est le droit à la santé qui est en péril. Et comme si cela ne suffisait pas, le forfait hospitalier (inventé par la soi-disant « gauche » en 1983) va passer en 2018 de 18 à 20€. Ce reste à payer par les patients (non remboursé par la Sécurité Sociale) peut être pris en charge par les mutuelles, qui vont répercuter la hausse sur les cotisations.

Et pour ceux et celles qui n'ont pas les moyens de se payer une mutuelle ?

## **L'ARGENT DU BEURRE ET LE SOURIRE DU SPECULATEUR**

Une pénurie de beurre en Europe au XXIe siècle ? Et ce serait à cause de l'augmentation de la demande chinoise et d'une production insuffisante de lait liée à la fin des quotas laitiers ? À l'heure où les stocks de matières premières s'échangent des mois à l'avance sur les marchés financiers, les industriels veulent nous rouler dans la farine en nous faisant croire qu'ils ne pouvaient pas prévoir !

En vérité, pas de nouvel ingrédient dans cette crise du beurre : les prix des grandes surfaces sont renégociés tous les ans tandis que celui de la tonne de beurre augmente progressivement, les industriels du beurre ont donc intérêt à vendre le plus cher possible leur marchandise à l'étranger ou aux entreprises de transformation agroalimentaire, pendant que des spéculateurs jouent sur les stocks et font monter les enchères pour faire leur... beurre. Rien de neuf dans le système capitaliste c'est toujours « tout pour le profit » !

## **TIERS PAYANT : LES MASQUES TOMBENT**

Le précédent gouvernement avait prévu la généralisation du tiers payant intégral, qui évite au patient de payer la consultation en attendant le remboursement par la Sécu, pour décembre 2017. Un progrès pour des millions de gens, même si cela ne signifiait pas la « santé gratuite », loin de là (franchises, dépassements d'honoraires, coût des prothèses).

En juillet dernier, une semaine après avoir annoncé qu'elle souhaitait « éviter l'obligation » pour les professionnels de pratiquer le tiers payant, la ministre de la Santé Agnès Buzin confirmait sa généralisation, reconnaissant que « beaucoup de Français renoncent à aller se faire soigner parce qu'ils ne veulent pas avancer l'argent chez un médecin ».

Nouvelle volte face à la mi-octobre. Au motif que le tiers payant intégral serait techniquement infaisable, la mesure est momentanément reportée. En fait, A.Buzyn, Macron et le gouvernement, ont arbitré contre le droit de tous à accéder aux soins. Il ne faudrait pas forcer la main des lobbies de médecins libéraux.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser  
Ou à nous contacter : [npa.perche@gmail.com](mailto:npa.perche@gmail.com)  
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**